

Handicap International et Gniep Smoeun, victime d'une mine, lancent un appel aux Etats pour faire reculer le gouvernement Trump

Genève, le 13 février 2020. Ce jeudi à Genève, sous *Broken Chair*, monument symbole de la barbarie des mines, Handicap International et Gniep Smoeun ont appelé les Etats signataires du Traité d'Ottawa à user de toute leur influence pour que les USA reviennent sur leur révoltante décision de réintroduire les mines.

« J'avais dix ans quand j'ai sauté sur une mine antipersonnel au Cambodge. Cette mine m'a tout pris : ma jambe, mes rêves d'enfant ». C'est en ces termes que Gniep Smoeun s'est adressée ce jeudi au public face au palais des Nations à Genève. Porte-voix du combat contre cette arme, elle a été l'un des premiers enfants appareillés par Handicap International (HI), dans le camp de Kao I Dang situé à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande.

« Au nom de toutes les victimes de mines dans le monde, j'appelle à un sursaut de la communauté internationale pour faire reculer l'administration Trump et demander l'abandon de cette politique qui va semer la mort et la souffrance. »

Le retour possible d'une arme barbare d'un autre temps

Présentée aujourd'hui par le gouvernement Trump comme « un outil important », c'est pourtant bien d'une arme d'un autre temps dont il est question. En 1997, l'adoption du traité contre les mines avait marqué une véritable victoire contre ces armes qui tuent à l'aveugle.

« Nous croyions avoir presque gagné avec la signature du Traité d'Ottawa, puis la réduction drastique année après année du nombre de victimes. Après tous ces efforts, les mines étaient vraiment devenues « hors-la-loi », mais aujourd'hui tout ceci est remis en cause ! » poursuit Gniep Smoeun.

Cette décision du gouvernement américain raisonne comme un coup de tonnerre pour les milliers de victimes et les centaines d'ONG qui, comme HI, ont milité pour l'interdiction de cette arme. Les États-Unis étaient l'un des rares pays à ne pas avoir encore adhéré au Traité d'interdiction des mines. Cependant, depuis près de 30 ans, le pays s'abstenait de les utiliser ou de les commercialiser.

Le danger que le commerce des mines soit relancé

Parmi les 6'897 victimes dénombrées en 2018, seuls 332 personnes ont été victimes de mines dites conventionnelles. Les autres victimes dénombrées ont été blessées ou tuées par des mines de fabrication « artisanales ».

« Le marché était tari, les mines n'étaient plus commercialisées. Avec leurs nouvelles mines dites « intelligentes », le gouvernement Trump prend une décision irresponsable qui pourrait faire repartir le marché de ces armes de lâches et toucher de nouvelles victimes » explique Emmanuel Sauvage, responsable de réduction de la violence armée de HI.

HI et Gniép Smoeun appellent aujourd'hui les Etats signataires du Traité d'Ottawa à peser de tout leur poids pour faire reculer le gouvernement Trump. Leur appel est lancé à l'occasion de la 23^{ème} réunion internationale des directeurs de programmes nationaux de lutte contre les mines qui se déroule cette semaine au palais des Nations à Genève.

Le Traité d'Ottawa interdit l'acquisition, la production, le stockage et l'utilisation des mines antipersonnel. Il a été ouvert à signature le 3 décembre 1997 et est entré en vigueur le 1^{er} mars 1999. 164 États sont partis au Traité soit 80% des nations du monde. Le nombre annuel de victimes recensées a été divisé par 10 en 15 ans. 30'000 victimes étaient déplorées au début des années 1990, tandis qu'elles étaient 6'897 en 2018. Depuis l'entrée en vigueur du traité en 1999, au moins 2'200 km² de terres minées ont été dépolluées et 54 millions de mines stockées par les États ont été détruites. 60 états et territoires sont toujours contaminés par les mines et les restes explosifs de guerre. Depuis 2014, la multiplication des conflits voit l'utilisation de mines augmenter.

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.



Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi. En 2019, HI a obtenu le Label Ideas, garant de la qualité de sa gouvernance, de sa gestion financière et du suivi de l'efficacité de ses actions.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.

